

354 organisations européennes demandent à l'UE de défendre leurs droits dans le cadre de la campagne BDS

19.05.2016

Categories: Attaques contre BDS, BDS-Arguments



Communiqué de presse 18 mai 2016

354 organisations européennes de défense des droits humains, groupements d'églises, syndicats et partis politiques demandent à l'UE de défendre leurs droits dans le cadre de la campagne BDS.

Plus de 300 organisations de droits de l'homme et d'entraide, groupements d'églises, syndicats et partis politiques de l'Europe entière ont demandé que l'UE respecte ses obligations légales, qu'elle demande des comptes à Israël pour ses violations du droit international et qu'elle défende le droit des personnes et des institutions à participer au [mouvement dirigé depuis la Palestine de boycott, désinvestissement et sanctions](#)

[\(BDS\)](#) pour la justice et l'égalité.

Dans leur lettre, les organisations signataires exigent que la commission européenne « introduise des lignes directrices garantissant la liberté de parole et le droit de boycott » et « mobilise tout autre moyen à sa disposition pour soutenir les citoyens européens dans leur lutte pour le respect des droits de l'Homme les plus fondamentaux ».

Israël, qui n'a pas réussi à empêcher le développement du soutien international au mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité, a débuté une [campagne massive de répression contre BDS](#).

La liste des 354 organisations signataires comprend entre autres : Transform! Europa – réseau européen de 28 organisations de 19 pays, le congrès syndical irlandais, la fédération syndicale de Norvège, le Parti de Gauche en France, Podemos en Espagne, Norwegian Church Aid, la grande coalition d'ONG belges CNCND 11.11.11, Defence for Children en Belgique, Pax Christi international mouvement catholique international pour la paix en Belgique et l'ONG catholique française Terre Solidaire. Vous pouvez consulter ici la [lettre et la liste des signataires](#).

Sous la pression israélienne, certains pays européens dont la France et la Grande-Bretagne ont introduit des [lois anti-démocratiques](#) et pris diverses mesures coercitives pour saper le mouvement BDS. En France, une activiste a été arrêtée pour le simple fait de porter un t-shirt BDS.

L'ambassadeur de l'UE en Israël a été [récemment critiqué](#) pour sa participation à une conférence anti-BDS à Jérusalem, au cours de laquelle le ministre israélien des renseignements Yisrael Katz a ouvertement proféré des menaces contre des activistes de BDS.

D'autre part, le gouvernement israélien a prononcé une interdiction de voyager à l'encontre d' Omar Barghouti, co-fondateur du mouvement BDS, après avoir proféré des menaces physiques à peine voilées contre lui.

[Amnesty International a exprimé ses soucis](#) concernant « la sécurité et la liberté d'Omar Barghouti, défenseur palestinien des droits de l'homme ».

Cette campagne israélienne massive de répression envers les personnes engagées dans la défense des droits humains et contre le mouvement BDS a pour objectif d'empêcher que l'Etat israélien ait à rendre des comptes de ses violations du droit international. [Israël se vante ouvertement](#) d'espionner les activistes de BDS dans le monde entier.

Riya Hassan, coordinatrice pour l'Europe du Comité national palestinien BDS, la plus grande coalition d'organisations palestiniennes qui dirige et soutien le mouvement BDS, s'est exprimée ainsi :

« Au lieu d'aider Israël à opprimer le mouvement BDS, il serait temps que l'UE respecte ses obligations en matière de droit international et demande des comptes à Israël pour ses violations du droit international. L'UE doit garantir les droits des citoyens et citoyennes engagés en Europe, en Palestine et en Israël pour les droits humains et la campagne non-violente de boycott, désinvestissements et sanctions ».

Aneta Jerska, coordinatrice de la Coordination européenne des comités et organisations pour la Palestine (ECCP) et signataire de la déclaration, déclare :

« Il est réconfortant de constater qu'autant d'organisations européennes et de représentants de la société civile soutiennent le droit de participer à la campagne BDS, dans le but de faire rendre compte à Israël de ses violations du droit international et des droits humains ».

« C'est un signal fort montrant que l'opinion publique européenne considère toujours plus la campagne BDS comme un acte relevant de la liberté d'expression. Nous continuerons de lutter pour mettre fin au système inique d'Israël d'oppression du peuple palestinien ».

La pétition a également été signée par des organisations suisse:

Gesellschaft Schweiz-Palästina / Association Suisse-Palestine

BDS-Suisse

Basler Frauenvereinigung für Frieden und Fortschritt

Palestine's Children (PalCH)

Solidarités

Gerechtigkeit und Frieden in Palästina

Amérique Latine RÉSISTANCES

Theologische Bewegung für Solidarität und Befreiung, Switzerland 245.Arbeitskreis Tourismus & Entwicklung

Free Palestine

PKZ - Palästinensisches Kulturzentrum Zürich

Takafol Swiss - Schweizer Gesellschaft gegenseitiger Unterstützung

Jewish Voice for Democracy and Justice in Israel/Palestina, JVJP

Collectif Urgence Palestine Vaud

Palästina-Solidarität Region Basel

Collectif Action Palestine, Switzerland

Alternative Linke Bern

[Lire le communiqué de presse d'ECCP](#)